MAI 2021

Patrimoine mondial

face à la pandémie de COVID-19

REMERCIEMENTS

L'UNESCO remercie vivement les États membres, leurs délégations, leurs ministères et leurs institutions pour les réponses détaillées fournies, qui constituent la base des données utilisées dans la préparation de ce rapport.

Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les gestionnaires de sites du patrimoine mondial pour leur participation à l'enquête en ligne et aux entretiens individuels. Nous les remercions d'avoir pris le temps de nous communiquer des informations, et leur perception des difficultés rencontrées et des opportunités pour leurs biens, ainsi que des perspectives de reprise. Leurs réponses et leurs opinions ont été synthétisées et présentées dans le présent document.

Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7, place de Fontenoy,75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2021

Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Titre original: *World Heritage in the face of COVID-19*

Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation. Document conçu par l'UNESCO

Photo de couverture : Sanctuaire historique de Machu Picchu, Pérou © Anton_Ivanov/Shutterstock.com
p. 4 : Réseau de réserves du récif de la barrière du Belize © Globe Guide Media Inc/Shutterstock.com
p. 6 : Zone de conservation de Ngorongoro, Tanzanie © Georgia Evans/Shutterstock.com
p. 9 : Petra, Jordanie © Truba7113/Shutterstock.com
p. 15 : Parc national de Yosemite, États-Unis d'Amérique © Matt Sheumack/Shutterstock.com
p. 17 : Angkor, Cambodge © Guitar Photographer/Shutterstock.com
p. 20 : Wadi Al-Hitan (La vallée des Baleines), Égypte © Novie Charleen Magne/Shutterstock.com
p. 24 : Palais impériaux des dynasties Ming et Qing à Beijing et à Shenyang, Chine © ABCDstock/Shutterstock.com
p. 27 : Centre historique de San Gimignano, Italie © Shaiith/Shutterstock.com
p. 31 : Centre historique de Riga, Lettonie © Ingus Kruklitis/Shutterstock.com
p. 34 : Lagon sud des îles Chelbacheb, Palaos © optionm/Shutterstock.com
p. 38 : Fort Jésus, Mombasa, Kenya © wiwsphotos/Shutterstock.com

Les images de cette publication ne sont pas couvertes par la licence CC-BY-SA et ne peuvent en aucune façon être reproduites sans l'autorisation expresse des détenteurs des droits de reproduction.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ 5

INTRODUCTION 7

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE 10

IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19
SUR LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL 12

DIFFICULTÉS EN LIEN AVEC LA CONSERVATION DES BIENS 16

L'EMPLOI AU SEIN ET AUTOUR DES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL 18

REVENUS ET SUBVENTIONS DES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL 21

MENACES PESANT SUR LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL 25

ACCÈS AUX SITES ET TOURISME SUR LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL 28

COMMUNAUTÉS VIVANT AU SEIN ET
AUTOUR DES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL 32

CONCLUSIONS 35

BIBLIOGRAPHIE 39

ANNEXE : QUESTIONNAIRE ENVOYÉ AUX SITES DU PATRIMOINE MONDIAL 40

PRINCIPALES TENDANCES

Les sites du patrimoine Mondial ont été durement touchés par la pandémie :

71% des sites ont été contraints de fermer leurs portes en raison des restrictions de déplacements

157 jours En 2020, les sites du patrimoine Mondial ont comptabilisé de fermeture

52% de baisse moyenne des frais d'entrée sur les sites qui en appliquent

78% Des gestionnaires ont fait état de l'impact négatif de la pandémie de COVID-19

RÉSUMÉ

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur l'ensemble des secteurs et des régions, et les plus de 1 000 biens du patrimoine mondial de l'UNESCO dans le monde n'y font pas exception. Pour comprendre l'impact de la COVID-19 sur les biens du patrimoine mondial un an après le début de la pandémie, l'UNESCO a lancé une enquête de grande envergure destinée aux gestionnaires de sites du patrimoine mondial et aux autorités locales.

L'enquête a permis de déterminer que de nombreuses personnes interrogées s'attendent à ce que les effets de cette crise sur les biens du patrimoine mondial perdurent pendant les mois, voire les années à venir. Au plus fort de la crise, d'après les réponses obtenues, 90 % des biens du patrimoine mondial étaient fermés totalement ou partiellement et les répondants à cette enquête rapportaient toujours un chiffre moyen de 71% de fermetures de sites en février 2021. D'après les personnes interrogées, en 2020, le nombre de visiteurs sur les sites du patrimoine mondial a diminué de 66 % en moyenne. En outre, sur les sites ayant recensé des licenciements de personnel (13 % des sites dans l'enquête), 40 % des membres permanents du personnel et 53 % des membres temporaires en moyenne ont été licenciés. À moyen terme, le recul attendu du tourisme international et national sur de nombreuses destinations, et les réductions potentielles des financements publics et privés pour les biens du patrimoine mondial, en particulier à l'échelle locale, pourraient exacerber cette tendance négative. Les répondants ont fait état d'une chute de 52 % des revenus associés aux frais d'entrées dans 39 % des sites, tandis que les subventions n'ont augmenté que dans 14 % des 51 % des sites qui en bénéficient. De plus, environ 30 % des sites qui bénéficient de subventions ont fait état de baisses significatives. Les personnes interrogées ont, dans une très grande majorité, fait état d'impacts considérables sur les communautés locales, notamment du fait de la perte de revenus occasionnée par la diminution spectaculaire du nombre de visiteurs sur les sites du patrimoine mondial et de graves inquiétudes pour l'avenir. Certains biens du patrimoine mondial ont également signalés des cas d'exploitation forestière et minière illégales, ainsi que des actes de braconnage et de vandalisme dus à la baisse de la surveillance et à une diminution des visites encadrées. En outre, certains répondants ont indiqué que la pandémie de COVID-19 a mis en suspens de nombreuses pratiques du patrimoine culturel immatériel dans les communautés associées aux sites du patrimoine mondial, notamment les rituels, les rites et les cérémonies, avec des conséquences importantes pour la vie sociale et culturelle des communautés. Certaines personnes interrogées ont préconisé la mise en place d'un processus de relance destiné à soutenir le secteur du tourisme et les communautés, et à préserver leurs moyens de subsistance, dans le cadre de la transition vers une gestion plus polyvalente et plus résiliente des sites du patrimoine mondial. L'incertitude qui entoure la crise actuelle soulève la nécessité d'une politique de ré-orientation des biens vers le tourisme intérieur, pour de nombreuses parties prenantes, à court terme, tout en leur offrant cependant l'opportunité tout aussi importante de « mieux reconstruire ».

INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'interdépendance du secteur culturel et de l'économie mondiale, tout en révélant davantage en évidence la vulnérabilité préexistante du secteur. La crise mondiale a des répercussions sur l'ensemble de la chaîne de valeur créative et affaiblit considérablement la situation professionnelle, sociale et économique des professionnels de la culture. Les institutions culturelles et les sites du patrimoine mondial ont été lourdement affectés par les confinements et les restrictions de déplacements, conséquences qui se sont répercutées sur les communautés, qui considèrent ces lieux comme des aspects essentiels de leur vie culturelle et dont la subsistance dépend souvent de ces sites. De nombreuses pratiques du patrimoine culturel immatériel en lien avec les sites du patrimoine mondial ont également subi un coup d'arrêt, avec des conséquences importantes pour la vie sociale, économique et culturelle des communautés mondiales.

Au plus fort de la pandémie, le suivi régulier entrepris par l'UNESCO a permis de déterminer que près de 90 % des biens du patrimoine mondial étaient totalement ou partiellement fermés, les conséquences socioéconomiques devenant manifestes pour les communautés environnantes. Le patrimoine naturel a quant à lui été confronté à des activités d'exploitation forestière et minière illégales, ainsi qu'à des actes de braconnage et de vandalisme dus à la baisse de la surveillance et à une diminution des visites encadrées. Aujourd'hui, plus de la moitié des biens sont toujours totalement ou partiellement fermés à l'échelle mondiale.

Comme le montre ce rapport, en 2020, à l'échelle mondiale, le nombre de visiteurs sur les sites du patrimoine mondial a diminué et un nombre significatif de membres permanents, saisonniers et temporaires du personnel travaillant au sein et autour de ces biens ont été licenciés. À moyen terme, la diminution attendue du tourisme international et intérieur, et les réductions potentielles des financements publics et privés, en particulier à l'échelle locale, pourraient exacerber cette tendance négative, ce qui devrait avoir des conséquences sur la sauvegarde et la conservation de ces sites.

Pourtant, malgré ces difficultés, quelques tendances positives se sont dégagées au milieu de cette crise. En effet, pour s'adapter aux restrictions croissantes, certains gestionnaires de sites se sont tournés vers les technologies numériques, en proposant par exemple des visites virtuelles, ce qui a permis aux personnes disposant d'un accès à Internet de garder le lien avec leur patrimoine. En outre, malgré le déclin du tourisme mondial, certains sites archéologiques et historiques, la plupart du temps situés dans des zones urbaines ou à proximité, ont constaté une hausse du nombre de visiteurs locaux. Quant aux sites naturels, qui possèdent souvent une valeur culturelle et spirituelle pour les communautés locales, ils sont restés une source importante de bien-être pour de nombreuses personnes, pendant cette période difficile. L'interruption soudaine de l'afflux de visiteurs et de la circulation automobile sur certains sites a également été synonyme de répit pour un certain nombre de sites naturels et culturels. Par ailleurs, les travaux de rénovation ou de restauration, souvent difficiles à mettre en œuvre en temps normal, ont pu être réalisés.[1]

Le rôle fondamental que le patrimoine - et le patrimoine mondial en particulier - joue dans les communautés et les pays du monde entier en tant que moteurs de l'emploi, de la diffusion des connaissances, de la recherche scientifique et de la vie culturelle est mis en lumière. En effet, dans les économies locales, de nombreux secteurs et sous-secteurs dépendent des visites et de la conservation des biens du patrimoine mondial et, à l'aube de sa deuxième année, cette crise mondiale nous rappelle justement la nécessité d'évaluer l'état actuel des biens et de redoubler d'efforts pour sauvegarder le patrimoine mondial pour les générations à venir.

[1] Rössler, M., Patrimoine mondial : Interprétation et COVID-19, UNESCO, 2020

C'est pour ces raisons que l'UNESCO a fait appel à son réseau mondial, afin de mieux comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le patrimoine mondial à court, moyen et long terme. Objectif : préparer le terrain en vue de l'élaboration d'une feuille de route de relance, destinée à accroître, à l'avenir, la résilience du patrimoine culturel et naturel, et de l'écosystème culturel dans son ensemble.

Par conséquent, la situation actuelle offre à la communauté internationale l'occasion de mener des recherches nécessaires et de planifier la relance tout en remédiant aux difficultés actuelles du patrimoine mondial. Les conclusions de cette publication visent à aider les autorités locales et les gestionnaires de sites à optimiser les bénéfices des changements imposés sur certains sites et à « mieux reconstruire ». Comment ? En plaçant les besoins des communautés au cœur du processus de relance.

La mise en œuvre des mesures et recommandations émanant de la présente analyse en matière de politiques incombera impérativement aux gouvernements. Pour être réellement efficaces, ces mesures devront renforcer les stratégies en cours d'élaboration ou déjà en place. À cet égard, nombre de gouvernements ont pris des mesures exceptionnelles pour aider les artistes, les créateurs, les organismes culturels, les entreprises et les institutions à surmonter cette crise. Lors de la réunion en ligne de l'UNESCO des ministres de la Culture, qui s'est déroulée en avril 2020, les ministres ont rappelé l'importance d'une réponse globale, rapide et proactive des États en soutien au secteur culturel. Dans cette optique, tant dans les pays en développement que dans les pays développés, les représentants du secteur de la culture se sont efforcés de maintenir les budgets alloués au secteur culturel, voire de les accroître en réponse à la pandémie. Certains biens du patrimoine mondial, et le personnel dont les moyens de subsistance en dépendent, ont également constaté une légère hausse des subventions et des soutiens apportés pendant la crise.

Lorsque la crise s'est prolongée, les gouvernements ont tenté de répondre aux besoins urgents en prenant des mesures extraordinaires, mesures qu'ils ont combinées à l'amélioration d'approches plus habituelles. La plupart des pays ayant dû fermer leurs sites et interrompre les événements culturels, de nombreux États se sont notamment engagés à faciliter l'accès en ligne à la culture. Plusieurs pays ont également mené des études d'impact afin de définir et de mesurer les répercussions économiques et sociales de la crise sanitaire sur le secteur de la culture, et de favoriser ainsi l'élaboration de mesures à plus long terme.

D'emblée, il est évident que l'impact de la pandémie de COVID-19 sur toutes les facettes de la vie socioéconomique et culturelle se poursuit et que nous ne cernerons pas très bien ses nombreuses répercussions, ainsi qu'une grande partie de son impact, avant longtemps, probablement tant qu'une réelle relance mondiale ne sera pas amorcée. Il est en revanche évident que, en raison des nouvelles restrictions imposées, les fermetures de frontières, les couvre-feux et autres mesures réglementaires prises dans certains pays, cette relance s'avérera probablement instable et non linéaire. Les répercussions, en termes de politiques, sur le secteur culturel, favoriseront probablement un « réajustement », plutôt qu'une simple « relance » ou un retour aux aspirations antérieures à la pandémie de COVID-19 pour de nombreux éléments du secteur culturel, y compris le patrimoine mondial. Cela se vérifie particulièrement au niveau des visites et du tourisme lié au patrimoine mondial, pour lesquels l'épidémie de COVID-19 s'est avérée à la fois un facteur de déclin, en termes de visites et d'entretien, et un facteur contribuant à atténuer la surfréquentation touristique pour de nombreux sites et communautés. Il incombe à l'ensemble des parties prenantes, institutions, et organisations privées et publiques, de tirer avantage de cette « nouvelle mentalité » et de « mieux reconstruire », dans le cadre d'une stratégie de relance propre au secteur, quelle qu'elle soit, et de plans de relance nationaux dont la « culture » devra faire partie intégrante.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Élaborée par l'UNESCO, l'enquête a été distribuée à l'ensemble des gestionnaires de sites du patrimoine mondial et aux points focaux nationaux le 5 février 2021, pour prendre fin le 28 février 2021. Au total, 388 questionnaires complétés ont été renvoyés, soit un taux de réponse de 35 %.

L'enquête a suscité des réponses à une série de questions concernant l'accès aux sites par les visiteurs pendant la crise du COVID-19 en 2020 par rapport à 2019 et des informations sur les impacts résultant ou exacerbés par la pandémie en cours. L'enquête visait également à déterminer si les membres du personnel étaient encore en mesure de mener des activités de conservation sur les biens en ces temps difficiles. Concernant les membres du personnel des sites et les autorités de gestion des sites du patrimoine mondial, l'enquête a également tenté de déterminer si la pandémie de COVID-19 a eu un effet sur les effectifs et si elle a entraîné des licenciements d'employés permanents ou temporaires (et saisonniers) (et dans ce cas, dans quelle proportion). La question des frais d'entrée et des pertes de revenus pour les biens du patrimoine mondial entre 2019 et 2020, soit du fait des pertes de revenus liés aux visiteurs, soit du fait de la baisse des subventions locales/régionales/nationales, a également été soulevée.

La dernière partie de l'enquête portait sur l'augmentation potentielle des menaces spécifiques pesant sur les biens, en raison de la pandémie de COVID-19, et sur l'impact de cette dernière sur les communautés vivant au sein ou autour des biens. Tout au long de l'enquête, les répondants ont eu la possibilité d'ajouter des commentaires, qui ont apporté des détails extrêmement utiles sur leur travail quotidien pendant la crise de la COVID-19, les difficultés inattendues survenues pendant cette période et la façon dont elles se sont adaptées à ces conditions de travail extraordinaires. Les réponses ont été complétées par des entretiens directs et l'entretien d'une correspondance avec certains gestionnaires de sites, ce qui a permis de connaître leur perception des difficultés et défis, à la fois sur les plans mondial et local, et les mesures adaptatives prises ou recommandées sur les différents sites. Les conclusions tirées de ces entretiens et consultations sont présentées, tout au long de ce rapport, en totalité ou sous une forme résumée.

Il convient également de préciser que l'enquête n'offre qu'un aperçu limité de la situation actuelle, à savoir des difficultés et des opportunités survenues et à venir, et qu'il est nécessaire de procéder à un suivi et à des recherches continues sur l'impact de la crise, au fur et à mesure de son évolution. La situation nécessite en effet un réajustement permanent des recommandations et des interventions au vu du contexte changeant, notamment au niveau des restrictions de déplacements, des politiques, des revenus et des subventions, grâce à de nouvelles informations et évaluations, et à des nouveaux entretiens, et à une compréhension approfondie de l'impact à long terme de la récession économique mondiale sur la culture et le patrimoine.

Figure 1 : Répartition régionale des réponses à l'enquête

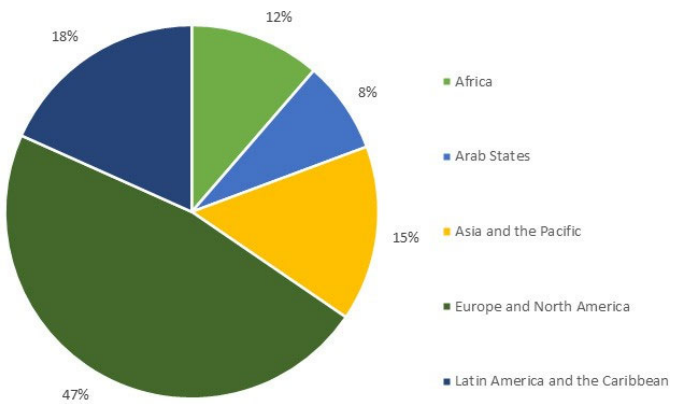


Figure 2 : Taux de réponse à l'enquête

Région	Nombre de questionnaires complétés	Nombre total de biens du patrimoine mondial	Pourcentage de réponses
Afrique	44	96	46%
États arabes	31	86	36%
Asie-Pacifique	59	268	22%
Europe et Amérique du Nord	183	529	35%
Amérique latine et Caraïbes	71	142	50%
Total	388	1121	35%

IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL

Tout au long de la crise, l'UNESCO a collaboré étroitement avec les États parties à la Convention et les gestionnaires de sites, en les aidant à mettre en place des mesures d'atténuation, en favorisant le développement de l'accès numérique aux sites, en mettant en œuvre des activités de conservation par le biais du réseau des bureaux hors-siège de l'UNESCO, en fournissant des conseils sur les politiques et plaidoyer pour des plans de rétablissement durable pour les biens du patrimoine mondial. L'impact de la crise sur le patrimoine mondial a été constaté dans toutes les régions. Toutefois, il s'est manifesté différemment d'un bien à l'autre : en effet, si certains sites ont dû faire face à de nouvelles menaces, d'autres ont en revanche bénéficié d'un répit face à l'afflux excessif de touristes et à des modèles touristiques en « croissance perpétuelle », qui constituent depuis de nombreuses années un problème majeur pour certaines communautés urbaines ou rurales vivant sur certains sites.

Par conséquent, comme nous l'avons constaté, la crise a eu des effets aussi bien négatifs que positifs sur les différents biens du patrimoine mondial. L'arrêt soudain des voyages et du tourisme a interrompu l'afflux de visiteurs et les recettes générées par le tourisme, qui, dans certains cas, constituent la principale source de revenus à même de couvrir les frais de conservation et d'entretien, ainsi que les salaires. Les communautés environnantes ont également souffert de cette situation dans la mesure où nombre de leurs membres ont perdu leur emploi et leurs revenus. D'autre part, dans certains cas, l'arrêt des visites a permis de réaliser les travaux de rénovation nécessaires de façon plus efficace et de réduire quelque peu les pressions générées par l'activité humaine dans de nombreuses zones naturelles. Cette dichotomie, ainsi que l'ampleur et la variété des expériences occasionnées par la crise sur les sites du patrimoine mondial offrent également la possibilité d'optimiser les bienfaits de l'atténuation de certaines pressions sur des sites en particulier. Elles permettent également de mener les recherches nécessaires et de planifier la relance afin de minimiser les faiblesses qui se sont manifestées du fait de cette crise, dans les systèmes de gestion du patrimoine mondial, sur certains sites.

Ce rapport résume les résultats de l'enquête de l'UNESCO auprès des gestionnaires de sites et tente de tirer des conclusions sur l'état actuel des connaissances, un an après le début de cette crise, et à l'heure où la vaccination débute, avec, d'un pays à l'autre, des degrés variables de pénétration et de réussite. La situation reste évolutive, dans la mesure où des souches du virus continuent d'apparaître et de réapparaître dans certaines régions du monde. Par ailleurs, dans de nombreux pays, les résultats des campagnes de vaccination restent incertains. En outre, la plupart des pays connaissent encore des confinements et des restrictions, tandis que d'autres appliquent ces mesures par intermittence, et certains modifient même les restrictions d'une semaine à l'autre, voire ponctuellement.

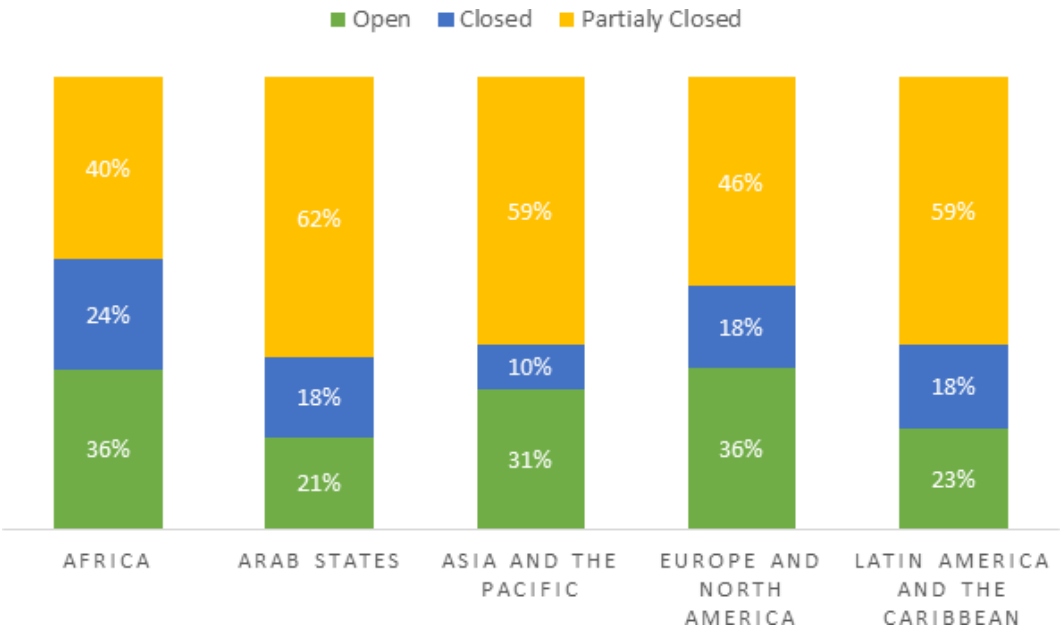
Les résultats généraux de l'enquête et de la consultation menées auprès des autorités locales confirment que la fermeture totale ou partielle des biens du patrimoine mondial a eu des répercussions socioéconomiques (perturbant notamment la vie des communautés au sein et autour des biens, et entraînant une perte des moyens de subsistance et une aggravation de la pauvreté), a entraîné une diminution des activités d'entretien et de conservation, un manque de protection et de gestion, ainsi qu'une augmentation des menaces, notamment du braconnage et des trafics illicites.

L'impact de la crise du COVID-19 a rendu les défis existants plus aigus dans certains cas et en a créé d'autres dans d'autres. S'il est noté que la réduction des activités humaines à la suite de la

pandémie a fourni un espace pour les secours et le rétablissement sur certains sites naturels, la nécessité de « réinitialiser » le statu quo compte tenu des aspirations pré-COVID-19 et de « reconstruire en mieux » est évident pour le maintien d'approches appropriées de gestion et de conservation des sites naturels. Un exemple typique concerne les aires protégées qui abritent des espèces de grands singes et qui sont susceptibles d'être vulnérables au COVID-19 et à d'autres maladies zoonotiques. Même si les voyages reprennent, les sites critiques pour ces espèces peuvent devoir rester fermés ou restreints pour le tourisme en raison du potentiel de transmission. Le potentiel de zoonose provenant des populations d'animaux sauvages devrait également être pris en compte dans la gestion des aires protégées. La nécessité d'adopter et d'améliorer les mesures de biosécurité, l'agriculture durable, la gestion appropriée des forêts et des aires protégées, la manipulation du bétail en relation avec les aires protégées ne sont que quelques-unes des implications que la pandémie a mises en évidence en ce qui concerne les sites naturels.[2]

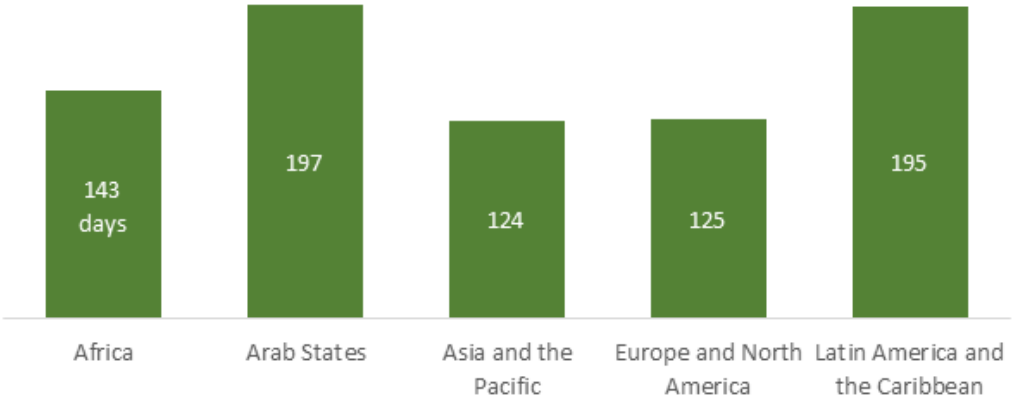
Par conséquent, il est non seulement important de souligner la grande diversité des défis présents et futurs auxquels de nombreux sites sont confrontés, mais également le large éventail d'expériences sur des sites spécifiques. Par exemple, alors que seulement 13% des sites ont signalé des pertes d'emplois pour le personnel permanent, les pertes d'emplois ont été signalées par certains gestionnaires comme dépassant 90% sur des sites spécifiques, ce qui les expose à un risque extrême en raison d'une série d'impacts négatifs. Par conséquent, les mesures et politiques qui découlent de moyennes statistiques et d'approches normalisées des problèmes, n'aideront pas nécessairement les sites à risque particulier et les mesures de planification et d'atténuation spécifiques au site devraient également prendre en compte les défis au cas par cas pour la sauvegarde des sites du patrimoine mondial.

Figure 3 : Pourcentage de sites ouverts, fermés intégralement ou fermés partiellement



[2] Cf. Rodríguez, C., 2021, pp. 13ff., “Nature and Humanity”, in *PARKS. The International Journal of Protected Areas and* Conservation, Volume 27 (Special Issue), Gland, Switzerland: IUCN

Figure 4 : Nombre moyen de jours de fermeture par région



Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a qualifié l'épidémie de COVID-19 de pandémie. Depuis, les sites du patrimoine mondial ont connu des fermetures totales ou partielles. À l'échelle mondiale, sur les 388 sites qui ont répondu à l'enquête, 71 % des sites ont été contraints de fermer leurs portes en raison des restrictions de déplacements dues à la pandémie. 53 % des personnes interrogées ont fait état de fermetures seulement partielles, tandis que 29 % des sites sont restés intégralement ouverts. 18 % des sites ont été totalement (en permanence) fermés. Le nombre moyen de jours de fermeture indiqué pour les sites du patrimoine mondial en 2020 était de 157 jours, les États arabes présentant le plus grand nombre de jours de fermeture (197 jours) et la région Asie-Pacifique, le plus faible (124 jours).

DIFFICULTÉS EN LIEN AVEC LA CONSERVATION DES BIENS

La protection et la conservation du patrimoine culturel et naturel constituent le principal objectif de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO.[3] Cela se traduit sous forme de maintien de l'authenticité et de l'intégrité du bien, des attributs et des valeurs qui contribuent et démontrent les critères selon lesquels le bien a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial et qui constituent la référence de sa valeur universelle exceptionnelle.[4] La crise de la COVID-19 a engendré de nombreuses difficultés pour toutes les catégories de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et pour ceux qui figurent sur la Liste du patrimoine mondial en péril, déjà confrontés à de graves menaces.

87 % des personnes interrogées ont indiqué que les activités de conservation ont pu se poursuivre pendant la crise. Il s'agit d'un constat rassurant de façon générale et auquel on peut probablement s'attendre un an après le début de la crise, à l'heure où l'allocation de subventions et la mise en œuvre de mesures, à tous les niveaux, ont probablement favorisé le maintien des activités et des programmes de conservation existants. Nombre de ces programmes ont été financés avant l'année 2020, donc avant le début de la crise. De nombreux gouvernements ont également accordé des dérogations aux professionnels de la conservation, afin qu'ils puissent accéder aux sites et qu'ils puissent faire avancer les travaux pendant la crise.

Les efforts, mesures, projets et stratégies de conservation à venir dépendront de la disponibilité des financements. Tandis que la récession mondiale continue d'influer sur l'économie locale (à l'échelle des sites) et nationale, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les programmes de conservation soient en concurrence avec une hausse de la demande en matière de dépenses publiques et de la demande de soutien, tout aussi élevée, d'autres secteurs de l'économie. Cette question constituera une source de préoccupation en 2021, voire au-delà.

Certains gestionnaires de sites situés dans des zones urbaines ont fait part de leur inquiétude concernant l'impact possible de la récession économique touchant actuellement leurs communautés sur la conservation des sites à long terme, dont l'entretien et la conservation des édifices privés déclineraient, faute d'argent dans les foyers des communautés. Il a été noté que, si l'augmentation des subventions gouvernementales, que ce soit sous la forme de contributions ou d'allocations, peut résoudre en partie ce problème, elle ne peut cependant pas résoudre le problème de base, à savoir la perte de moyens financiers (et de confiance) des foyers, nécessaires pour mener les activités de conservation appropriées dans les bâtiments privés. Pour les sites naturels, des préoccupations similaires concernaient le manque d'entretien, les nouvelles menaces et pressions qui pèsent sur les communautés environnantes influant régulièrement sur la conservation des biens. Ces nouvelles menaces sont décrites plus en détail ci-dessous.

Un autre problème qui a un impact à la fois à court et à long terme en matière de conservation est le personnel et l'emploi, les subventions et les revenus généraux du site. Si ces questions sont décrites plus en détail dans les parties correspondantes ci-dessous, on peut toutefois se contenter de dire que la diminution générale du personnel peut exacerber les problèmes de conservation existants, et les difficultés en matière d'entretien général, de surveillance et de gestion des sites en général. Ces problèmes auront tendance à s'accumuler au fil du temps, et les effets deviendront de plus en plus manifestes.

Par conséquent, nous n'observerons probablement pas le véritable impact de la crise sur les biens du patrimoine mondial avant de nombreuses années, en particulier sur les sites se trouvent déjà dans un état de conservation plus précaire.

[3] Texte complet disponible à l'adresse : https://whc.unesco.org/fr/convention/

[4] UNESCO, rev. July 2019, Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention, Paris, France.

L'EMPLOI AU SEIN ET AUTOUR DES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

Les biens du patrimoine mondial sont de puissants vecteurs de création d'emplois à travers le monde. Les biens du patrimoine mondial favorisent la création d'opportunités d'emplois variées pour une série de travailleurs permanents et temporaires, qualifiés et semi-qualifiés, professionnels et bénévoles, non seulement dans les grandes villes, mais également dans des régions rurales et isolées, ainsi que dans d'autres lieux souvent marginalisés sur le plan économique, aux opportunités plus limitées. Au vu de l'impact durable de cette crise et de la capacité limitée de nombreuses et diverses branches du secteur culturel, nombre de ces emplois ont été et seront directement touchés. Cela peut avoir de graves répercussions sur l'efficacité de la mise en œuvre de la Convention.

Les effectifs dépendent de la conjonction de divers facteurs et le niveau des effectifs de certains sites, avant l'épidémie de COVID, n'a pas toujours suffi pour que la gestion, l'entretien, la conservation et la protection des sites contre les problèmes d'origine naturelle ou humaine puissent être assurés. À cet égard, la réduction des effectifs peut mettre en danger les sites déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril. En effet, nombre d'entre eux sont déjà confrontés à des problèmes significatifs en matière de conservation, d'entretien et de gestion. En outre, si, d'après certaines prévisions à court terme, le nombre de visiteurs nationaux augmente sur de nombreux sites, les réductions de personnel exerceront une pression supplémentaire sur la conservation et l'entretien des sites, et les exposeront à un risque accru, du fait des menaces existantes.

Le soutien des gouvernements, sous forme de subventions pour la gestion des biens, les visiteurs et les revenus, les besoins en termes de conservation et la demande globale en matière de conservation, d'entretien et de surveillance jouent tous un rôle dans les besoins potentiels, en termes d'emplois, sur chaque site, et la nécessité de protéger efficacement les biens du patrimoine mondial. Les perturbations soudaines du système, qui peuvent induire une réduction du personnel qualifié dans les domaines de la conservation et de la surveillance, dont les postes sont difficiles à pourvoir si et lorsque le nombre de visiteurs augmente de façon soudaine, peuvent avoir des effets à long terme sur le patrimoine mondial. Les réductions de personnel auront également un impact négatif sur la viabilité à long terme des sites du patrimoine mondial.

De nombreux répondants ont signalé la fermeture de plusieurs installations du site, notamment dans le domaine de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation du public. La capacité des sites à aborder de manière adéquate un autre pilier de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial - l'éducation et la sensibilisation par le biais des centres d'interprétation et des musées de sites, etc. - sera directement affectée par toute nouvelle réduction des effectifs à l'avenir et une qui aura nécessairement un impact sur les connaissances sur le patrimoine mondial.

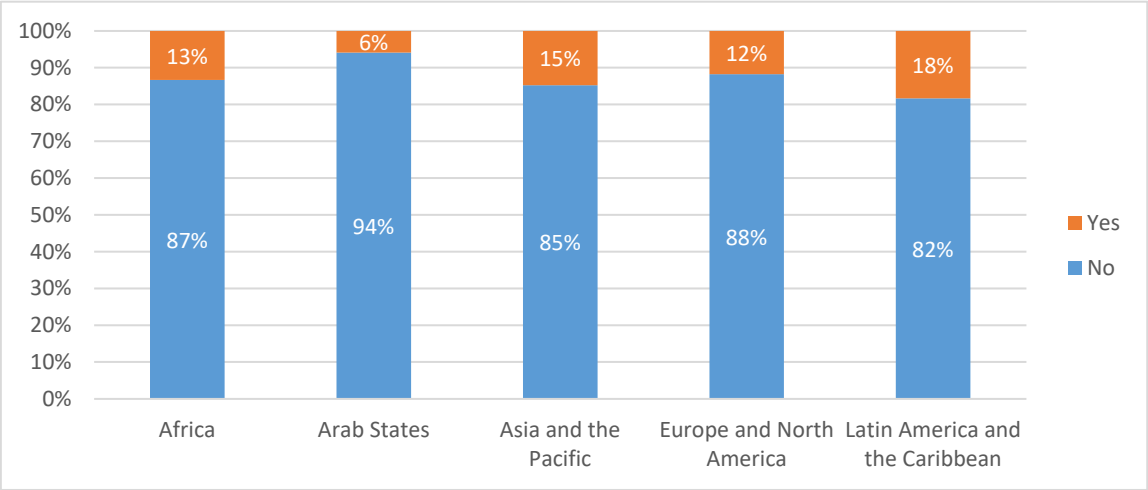
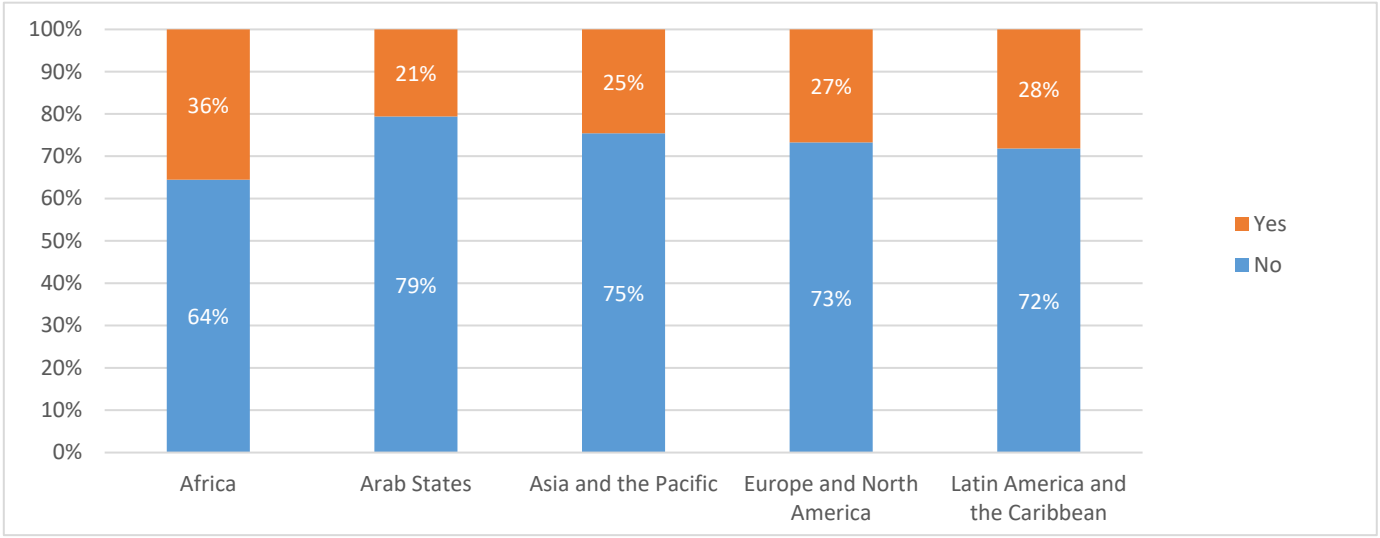


Figure 5 : Pourcentage de sites faisant état de licenciements de personnel permanent, par région

L'UNESCO a déterminé que, en moyenne, 13 % des sites faisaient état de licenciements de membres permanents de leur personnel en 2020, contre 27 % des sites pour le personnel temporaire. La région Amérique latine et Caraïbes recense le plus grand nombre de sites où des membres permanents du personnel ont été licenciés (18 %), tandis que les États arabes recensent le plus faible nombre de sites ayant licencié des membres permanents de leur personnel (6 %). Cependant, les pourcentages pondérés de réductions réelles du personnel temporaire et permanent sur les sites faisant état de licenciements étaient de 40 % pour le personnel permanent et de 53 % pour le personnel temporaire. Certains sites ont présenté des pourcentages supérieurs à 50 %, voire, dans certains cas, jusqu'à 90 %. Ces chiffres mettent donc en évidence les risques, pour certains sites, en lien avec les restrictions relatives à la pandémie de COVID et avec la récession économique, et confirment la nécessité d'étudier la situation de chaque site, au cas par cas.

Figure 6 : Pourcentage de sites faisant état de licenciements de personnel temporaire, par région



REVENUS ET SUBVENTIONS DES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL

Les importantes diminutions de revenus subies par les biens du patrimoine mondial ont un impact sur de nombreux points : la conservation et l'entretien, l'emploi et les moyens de subsistance, et la situation socioéconomique générale des communautés environnantes. Les gouvernements du monde entier ont accordé des subventions aux travailleurs de diverses industries, y compris le secteur culturel, pour aider à atténuer la crise. Toutefois, cela ne s'est pas nécessairement répercuté au niveau des biens du patrimoine mondial en 2020 (voir la partie sur les subventions ci-dessous). En outre, l'éventualité d'un affaiblissement continu de la protection du patrimoine mondial, au fur et à mesure que les subventions seront peu à peu retirées (comme c'est le cas dans de nombreux pays) et dans le sillage des diminutions de revenus et des réinvestissements limités dans la conservation et l'entretien, suscite des inquiétudes. Les revenus générés, avant la pandémie de COVID-19, par les sites du patrimoine mondial, n'ont pas toujours été réinvestis proportionnellement dans l'entretien de ces sites. En outre, pour de nombreux biens, la crise actuelle exacerbe les pertes de revenus. De plus, étant donné que les revenus générés par les visiteurs n'ont pas toujours été alloués à l'amélioration de la protection ou de la conservation des sites en situation de surfréquentation, cette question nécessite également une réflexion sur les modèles de visite antérieurs à la pandémie COVID-19 et sur la viabilité des sites du patrimoine mondial.

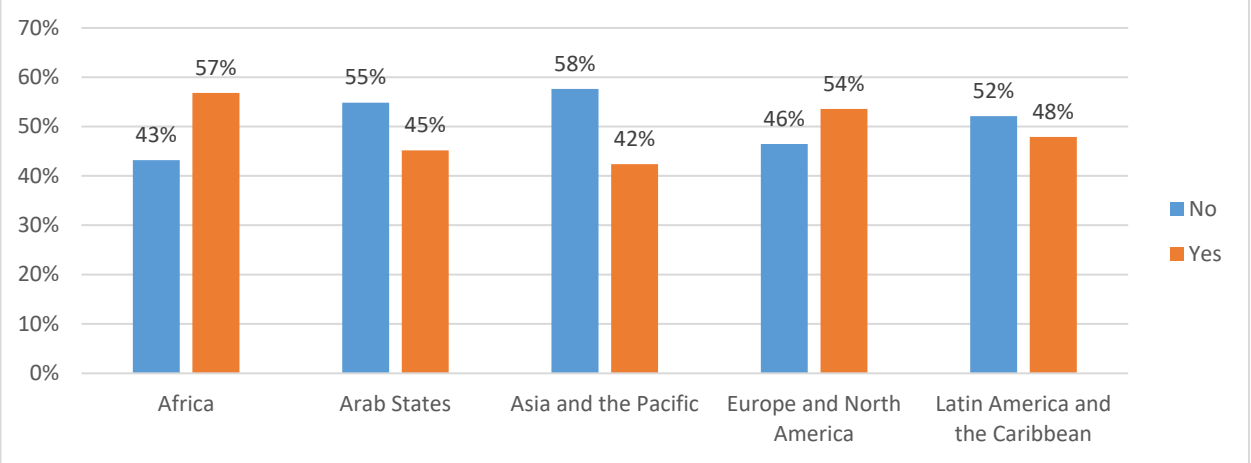
Les revenus des sites du patrimoine mondial générés par les seuls frais d'entrée ont diminué en moyenne de 52 % sur les sites qui en appliquent (39 %) en raison de l'épidémie de COVID-19. Il convient également de noter ici que les frais d'entrée ne constituent pas la seule source de revenus des sites du patrimoine mondial et que les sites n'avaient pas tous pu quantifier la diminution totale de leurs revenus au moment de l'enquête. Par conséquent, l'enquête de l'UNESCO n'a pas pu tenir compte de toutes les sources potentielles de revenus des biens, qui vont des musées, centres communautaires et autres points d'information et d'exposition formels des sites, aux boutiques de souvenirs, industries artisanales, lieux d'hébergement et à une série de services dont le transport, les visites guidées, etc. Pour de nombreux sites, les revenus générés par ces sources sont probablement nettement supérieurs aux seuls frais d'entrée. Quant aux sites n'appliquant pas de frais d'entrées, ces sources constituent probablement les principales sources de revenus, en plus des subventions gouvernementales, le cas échéant.

En outre, certains revenus sont générés par les biens au sein des économies locales : hôtels et hébergements plus informels, services associés, notamment services d'hébergement et de transport assurés par le secteur privé, entre autres. L'ensemble de ces sources, en lien avec des sites spécifiques, ont été considérablement affectées et auront à l'avenir un effet cumulatif sur ces sites et leurs communautés. Ce type d'estimation, qui tient compte de toutes les sources de revenus et des données du secteur privé propres aux sites, refléterait de façon plus exacte et plus précise les pertes totales de revenus directs et de recettes prévues des biens du patrimoine mondial, et générés par ces derniers.

Dans ce contexte, les 52 % de pertes de revenus directs générés par les frais d'entrée sur 39 % des sites, d'après les informations fournies par les personnes interrogées, ne constitueraient probablement qu'une estimation prudente. Néanmoins, la diminution en elle-même est considérable et aura de sérieuses conséquences, en particulier si l'on tient compte, en parallèle, d'autres sources de revenus non prises en compte ou non indiquées dans le cadre de l'enquête. Il s'agit là d'un problème majeur sur de nombreux sites tentant d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de relance.

Pour de nombreux biens du patrimoine mondial, les subventions publiques constituent une source importante de financement complémentaire pour les activités de conservation et de gestion. 51 % des personnes interrogées ont indiqué que leurs biens bénéficient de subventions locales/régionales ou nationales (tandis que 49 % ne font état d'aucune subvention). Dans certains cas, la pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les subventions allouées aux sites du patrimoine mondial. Si 56 % des personnes interrogées ont indiqué que ces subventions étaient restées stables à la suite de la pandémie de COVID-19, seules 14 % d'entre elles ont fait état d'une hausse des subventions pendant cette période. Fait important, 30 % des sites bénéficiant de subventions gouvernementales ont fait état de diminutions. Le taux de diminution indiqué pour les différents sites varie considérablement, de quelques points de pourcentage jusqu'à 90 %. Il convient de noter que 56 % de ces sites ont fait état de réductions comprises entre 50 % et plus de 90 %. Cela vient renforcer l'argument concernant la diversité des expériences et les difficultés cumulées rencontrées par les gestionnaires de certains sites, ainsi que la nécessité d'envisager des solutions au cas par cas.

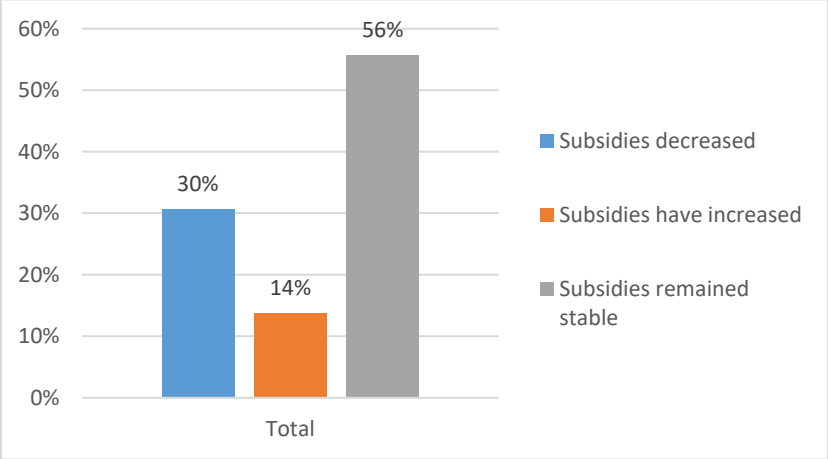
Figure 7 : Biens du patrimoine mondial bénéficiant de subventions



De toute évidence, certaines régions dépendent davantage des subventions publiques que d'autres. En Afrique, les personnes interrogées ont indiqué que, dans le cas des 44 % de biens bénéficiant de subventions, ces dernières couvrent au moins 90 % des dépenses totales engagées pour la gestion, la dotation en personnel, la conservation et l'entretien des biens. Dans la région Asie-Pacifique, les subventions reçues couvrent 40 % des dépenses et, dans la région Amérique latine et Caraïbes, ce chiffre passe à 47 %. Dans les régions Europe et Amérique du Nord, et États arabes, ce chiffre s'élève respectivement à 22 % et 21 %. À l'échelle mondiale, le niveau moyen de dépendance vis-à-vis des subventions est de 32 %, bien que celle-ci soit plus marquée au niveau régional et sur certains sites.

Les différents chiffres témoignent clairement de la grande dépendance, vis-à-vis des subventions gouvernementales, de la moitié des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, toutes régions confondues. Ils dépendent ainsi de ces subventions pour assumer leurs dépenses courantes. L'émergence d'une tendance à la diminution des subventions met donc les biens en danger. En outre, un pourcentage tout aussi important de sites ne font état d'aucune subvention, ce qui peut avoir de sérieuses conséquences pour eux si la période de relance pour la régénération des revenus est prolongée et lente, ou en l'absence de réinvestissement adéquat dans la gestion durable du bien, comme cela a souvent été le cas.

Figure 8 : Impact de la pandémie de COVID-19 sur les subventions



D'après le tableau ci-dessous, les sites qui bénéficient de subventions et qui en dépendent ont connu des diminutions très importantes, à tous les niveaux, en particulier dans les États arabes et dans la région Amérique latine et Caraïbes. Il convient également de noter, au sujet des subventions, que les données de la période s'étendant de mars 2020 à janvier 2021 peuvent également être quelque peu biaisées pour ce qui est des mesures et des interventions immédiates des gouvernements et qu'elles sont susceptibles d'évoluer et de présenter des réductions supplémentaires au fur et à mesure de la crise et des tentatives de relance. En effet, si les effets néfastes de la pandémie sur l'économie mondiale devaient se poursuivre, les biens du patrimoine mondial pourraient enregistrer des réductions supplémentaires de leurs subventions. En effet, le patrimoine en général commence à entrer en concurrence, pour l'obtention de subventions, avec d'autres secteurs comme la santé, l'éducation et pléthore de secteurs souffrant de la hausse du chômage et d'importantes pertes de revenus. Il convient dès lors d'accroître de façon exponentielle les efforts de promotion et de représentation pour que le patrimoine mondial bénéficie d'un traitement exceptionnel dans les plans de relance nationaux.

Figure 9 : Augmentation et diminution des subventions par région

Région	Augmentation	Diminution	Niveaux restés stables
Afrique	**8%**	**44%**	**48%**
États arabes	**0%**	**79%**	**21%**
Asia-Pacifique	**16%**	**24%**	**60%**
Europe et Amérique du Nord	**21%**	**9%**	**69%**
Amérique latine et Caraïbes	**0%**	**68%**	**32%**
Moyenne mondiale	**14%**	**30%**	**56%**

MENACES PESANT SUR LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL

De nombreux biens du patrimoine mondial ont affirmé que la pandémie a engendré de nouvelles menaces influant directement sur la conservation des sites ou qu'elle a contribué à exacerber des problèmes ou des préoccupations existants ou très graves. 29 % des personnes interrogées ont fait état de nouvelles menaces ou de l'exacerbation des menaces pesant sur leurs sites. Parmi les problèmes identifiés, citons les difficultés liées à la surveillance et à la gestion, des facteurs institutionnels, les difficultés de conservation et d'entretien, l'évolution des utilisations sociales/culturelles du patrimoine, la modification/l'utilisation des ressources biologiques, et l'absence, suivie de l'intensification du nombre de visiteurs sur des périodes condensées, entre autres.

Par exemple, plusieurs sites ont fait état d'une hausse de la déforestation du fait de l'utilisation accrue des ressources des parcs et de défauts de surveillance. La diminution des activités de surveillance et l'absence de touristes expliqueraient l'intensification de l'utilisation illégale des ressources biologiques, ainsi que d'autres actes tels que les petites exploitations minières, normalement non autorisées. Certains sites ont également déploré une augmentation des actes de braconnage et de l'exploitation forestière illégale, tandis que d'autres ont fait état d'actes de vandalisme et de fouilles clandestines sur des sites archéologiques, l'ensemble de ces actes malveillants étant liés à la diminution des activités de surveillance.

Figure 10 : Accroissement des menaces pesant sur les biens du patrimoine mondial en raison de la pandémie de COVID-19

Région	Oui	Non
Afrique	**52%**	**48%**
États arabes	**23%**	**77%**
Asia-Pacifique	**34%**	**66%**
Europe et Amérique du Nord	**15%**	**85%**
Amérique latine et Caraïbes	**51%**	**49%**
Moyenne mondiale	**29%**	**71%**

Dans certaines zones urbaines, certains sites ont fait état de problèmes en lien avec la succession des différentes périodes, à savoir, la baisse de la fréquentation annuelle due aux périodes de confinement suivie de l'afflux soudain de grands nombres de visiteurs. Cette situation peut notamment être mise en corrélation avec l'augmentation soudaine du tourisme intérieur, constatée sur de nombreux sites. Dans certains cas, des vendeurs locaux ont également commencé à empiéter sur des espaces publics qui leur étaient en temps normal interdits. Certaines villes du patrimoine mondial s'attendent également à observer un recul à moyen ou à long terme en matière de conservation des maisons et des bâtiments privés en raison des difficultés économiques occasionnées par la crise, déclin susceptible d'influer sur l'état de conservation des biens à plus long terme. Cela se manifestera notamment si la période de relance se prolonge et qu'elle se traduit par un déclin des zones urbaines.

En résumé, plusieurs personnes interrogées ont mentionné les problèmes suivants :

- Hausse des travaux de construction non autorisés pendant les périodes de confinement, les habitants ayant aménagé des extensions ou procédé à des démolitions dans leurs logements.
- Impossibilité pour le personnel de surveiller les travaux de conservation en cours.
- Détérioration de l'état de conservation des biens pendant les périodes de confinement du fait du développement incontrôlé de la végétation sur les sites archéologiques.
- Déclin de l'activité commerciale, les souks, places et rues commerçantes ayant été désertés.
- Vandalisme, en raison de l'incapacité des forces de l'ordre à maintenir le même niveau de surveillance pendant cette période.
- Absence de célébrations liées aux festivals religieux et au patrimoine culturel immatériel et d'activités culturelles.
- Accroissement des fouilles clandestines, du braconnage et de l'exploitation illégale des ressources biologiques et géologiques.

En revanche, certaines personnes ont indiqué que l'absence de touristes et de public en général leur a offert une excellente occasion de compléter la documentation et d'avancer le travail d'inventaire.

ACCÈS AUX SITES ET TOURISME SUR LES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL

Le nombre de visiteurs sur les 388 biens représentés dans l'enquête est passé d'environ 180 millions de visiteurs par an à près de 60 millions, soit une diminution de 66% par rapport à l'année 2019. Un vaste éventail de sites emblématiques, en termes globaux, dans toutes les régions, ont observé une chute drastique du nombre de visiteurs, qui s'est donc répercutée sur les revenus.

Il est intéressant de noter que, malgré une plus grande accessibilité et un grand nombre de sites ouverts aux visiteurs, d'après les personnes interrogées (36 % des sites), l'Afrique a recensé l'une des plus importantes diminutions du nombre de visiteurs, avec une baisse de 71 % par rapport à l'année 2019. L'Afrique était suivie de près par l'Amérique latine et les Caraïbes, région ayant enregistré une baisse de 67 % du nombre de visiteurs.

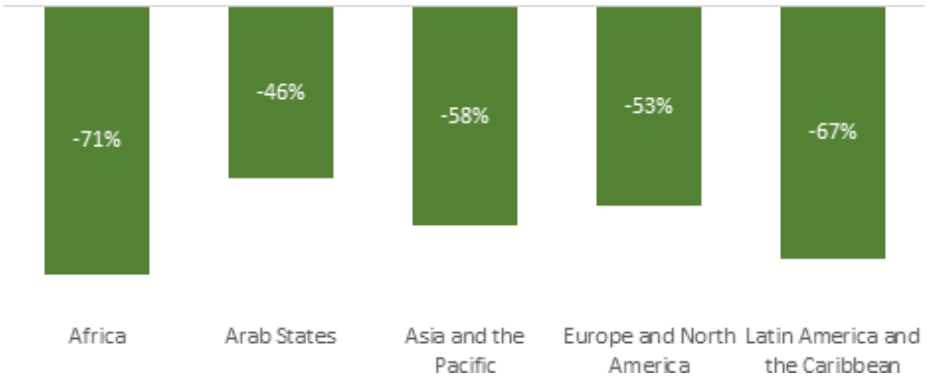


Figure 11 : Diminution, en pourcentage, du nombre de visiteurs par rapport à l'année 2019, par région

Pour inscrire ces tendances relatives au nombre de visiteurs dans le contexte mondial, les arrivées de touristes internationaux ont reculé de 74 % en 2020, d'après les données de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Dans le monde entier, les destinations ont accueilli 1 milliard de touristes internationaux en moins en 2020, par rapport à l'année précédente, en raison de la baisse sans précédent de la demande et des restrictions généralisées sur les déplacements. La chute des déplacements internationaux représente une perte estimée à 1,3 billion de dollars des États-Unis en termes de recettes d'exportations, soit plus de 11 fois les pertes enregistrées pendant la crise économique mondiale de 2009.[5]

D'après l'OMT, la région Asie-Pacifique a enregistré la diminution la plus importante du nombre d'arrivées en 2020, avec une baisse de 84 %, soit 300 millions d'arrivées en moins par rapport à l'année 2019. Toujours d'après l'OMT, le Moyen-Orient et l'Afrique ont observé une diminution de 75 % du nombre d'arrivées, tandis que l'Europe a constaté 70 % d'arrivées en moins. C'est l'Europe qui a enregistré la diminution la plus importante, en valeur absolue, avec plus de 500 millions de touristes internationaux en moins en 2020. Quant à la région Amérique latine et Caraïbes, elle a constaté une diminution de 69 % du nombre d'arrivées internationales.[6]

La situation actuelle met en évidence la nécessité impérieuse d'aborder et de repenser la question du

[5] **OMT, « 2020: Worst year in tourism history with 1 billion fewer international arrivals », disponible sur le site https://www.unwto.org/news/2020-worst-year-in-tourism-history-with-1-billion-fewer-international-arrivals**

[6] ***Ibid.***

voyage sur les destinations du patrimoine mondial, en particulier sur les sites devenus trop tributaires des revenus générés par les visiteurs pour leur entretien. De toute évidence, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur la santé et les moyens de subsistance de milliards de personnes et a influé sur les visites des sites du patrimoine mondial et par conséquent, sur le secteur du tourisme, à tous les niveaux. Toutefois, l'arrêt des visites induit par cette pandémie a permis à de nombreux gestionnaires de repenser les modèles touristiques et de visite des sites en situation de surfréquentation. Ces nouvelles approches soulignent l'importance d'orienter les efforts post-COVID vers un tourisme favorisant une « meilleure reconstruction », conformément aux valeurs de l'UNESCO, et encouragent l'adoption d'une approche équilibrée, bénéfique aussi bien pour le patrimoine que pour les communautés.

Dans ce contexte, l'objectif de l'UNESCO est d'aider ses États membres à redynamiser la fréquentation de leurs sites et leur secteur touristique par le biais de leur patrimoine mondial et de leur vaste éventail de biens culturels, tout en sauvegardant le patrimoine, en favorisant la créativité et la diversité culturelle, et en soutenant la relance des communautés dont les moyens de subsistance dépendent de ce capital culturel, ainsi que des sites du patrimoine mondial et des pratiques du patrimoine vivant.[7]

En 2019, avec plus de 1,5 milliard de personnes ayant traversé les frontières et ayant visité les sites du patrimoine, le tourisme mondial constituait une source majeure de croissance, d'emplois et de revenus. On recense actuellement 1 121 sites naturels, culturels et mixtes du patrimoine mondial répartis dans 167 pays. Nombre de ces sites, ainsi que les communautés associées, sont désormais tributaires du tourisme, devenu un pilier de leur bien-être économique, environnemental, social et culturel actuel. Au cours des dernières décennies, de nombreux sites du patrimoine mondial ont également eu le rôle unique d'incarner (ou de revigorer) les points focaux des identités culturelles nationales et locales, ainsi que les piliers centraux du tourisme local et des industries associées.

Le tourisme sous-tend la notion de soutien à la « vie dans la communauté », stipulée dans l'article 5 de la Convention du patrimoine mondial, et le nombre de sites correspondant à cette notion. Avant la crise sanitaire de la COVID-19, la popularité des sites du patrimoine mondial, en tant que destinations touristiques, grandissait à un rythme soutenu. Pour les communautés locales et leur patrimoine culturel et naturel, le prix à payer de cette croissance exponentielle s'est toutefois avéré conséquent. Cet engouement s'est en effet traduit par des pressions supplémentaires dues à l'augmentation du nombre de visiteurs, souvent concentrés dans certaines parties, parfois fragiles, de ces sites.

En raison de la pandémie de COVID-19, le secteur touristique a connu un déclin rapide dans la plupart des pays, ce qui a eu une incidence sur la capacité des sites du patrimoine mondial culturel et naturel à maintenir le même fonctionnement dans un avenir prévisible. La situation reste évolutive, chaque pays et région connaissant différents scénarios relatifs à la pandémie de COVID-19.

De nouvelles mesures et approches sont en cours d'analyse pour relancer le tourisme. Certaines tendances sont en train de se dessiner. L'apprentissage et le partage de connaissances seront nécessaires pour favoriser une plus grande résilience des communautés locales afin qu'elles puissent à la fois surmonter la crise actuelle, et résister et s'adapter aux prochaines difficultés à l'échelle mondiale ou régionale (qu'il s'agisse d'une pandémie, du changement climatique, d'une catastrophe naturelle, d'un conflit potentiel, etc.). De nouveaux modèles économiques communautaires et une amélioration des normes en matière de santé, de sécurité et d'interactions sociales seront également nécessaires. Paradoxalement, la pandémie de COVID-19 offre une opportunité, non pas de revenir au modèle économique antérieur, mais de créer une relation de plus en plus bénéfique et complémentaire entre les sites naturels et culturels, les visiteurs et les communautés locales.

[7] Pour plus d'informations sur le programme de tourisme https://whc.unesco.org/fr/tourism/

En réponse à cet impact sur l'accès au patrimoine mondial et à la culture en général, l'UNESCO a établi, en 2020, un Groupe d'étude sur la culture et le tourisme résilient en collaboration avec les Organisations consultatives de la Convention du patrimoine mondial (ICOMOS, UICN, ICCROM). Le Groupe d'étude contribue à entretenir un dialogue mondial abordant des questions essentielles en lien avec le tourisme et la gestion du patrimoine pendant la crise de la COVID-19 et au-delà. Ce processus permettra de créer une feuille de route décrivant une approche stratégique du tourisme. Cette approche visera à exploiter les valeurs du patrimoine pour dynamiser les communautés, protéger la nature et contribuer au développement durable.

Certaines personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur le patrimoine mondial ont fait état de l'augmentation du tourisme intérieur en raison de la pandémie de COVID-19. À l'échelle mondiale, de nombreuses parties prenantes (des secteurs privé et public) s'attendent à ce que le tourisme intérieur joue un rôle important dans la première phase de relance du secteur culturel. Cela s'explique évidemment par l'incertitude manifeste autour des déplacements internationaux et par un manque général de confiance chez les voyageurs. Des études montrent que les préférences en matière de voyages internationaux penchent désormais en faveur de la nature et des activités extérieures, plutôt qu'en faveur des escapades citadines et des zones urbaines.[8] Les destinations plus isolées et plus rurales, et les zones naturelles attireront probablement davantage les visiteurs locaux (et les visiteurs étrangers si et lorsque les voyages internationaux seront à nouveau possibles), au moins à court terme, et pourraient être au cœur de la relance. Dans l'ensemble, la situation réaffirme la nécessité, pour toutes les parties prenantes, de se recentrer sur une bonne gestion des visites et du tourisme intérieurs afin d'atténuer la crise actuelle et de favoriser la viabilité à long terme des biens du patrimoine mondial.

Toutefois, il convient de noter que, sans une gestion appropriée des visiteurs axée sur la conservation et la durabilité, une augmentation significative du tourisme intérieur ne ferait que reproduire nombre des problèmes observés avec la surfréquentation touristique en général. Plusieurs personnes interrogées ont constaté cette augmentation du tourisme intérieur en 2020 et ont fait part de ses impacts négatifs et de l'incapacité de certains sites à s'adapter aux « nouveaux types de touristes nationaux », notamment en termes de gestion des déchets, de circulation automobile (hausse du nombre de véhicules), ainsi qu'au niveau du type d'activité entreprise et de l'impact sur l'environnement.

Les biens pour lesquels le tourisme intérieur représente déjà une part significative de l'économie touristique sont ainsi plus susceptibles de bénéficier d'une relance plus rapide du secteur que les biens fortement tributaires des flux de touristes internationaux, du moins à court ou moyen terme, là où les restrictions de déplacements à l'échelle locale ont été levées. De nombreux sites, ainsi que le secteur touristique, favorisent les déplacements intérieurs et s'orientent vers l'accueil de visiteurs nationaux. Toutefois, en cas de marchés locaux dominés par une forte dépendance vis-à-vis du tourisme international, la réorientation et la relance s'avéreront sans surprise plus lentes et plus sensibles aux crises similaires à venir. Il est impératif de prendre au sérieux et de prévoir correctement ces crises, en lien avec la viabilité économique des biens du patrimoine mondial, et d'accorder une importance égale à la conservation et à l'impact de la hausse du tourisme intérieur, en particulier dans la mesure où, plus d'un an après son apparition, la pandémie de COVID-19 continue de sévir dans de nombreuses régions du monde.

[8] 'Effects of COVID-19 on European tourism' disponible à l'adresse http://www.iztzg.hr/files/file/RAZNO/Croa-tia-Travel-2021_Caroline-Bremner.pdf

COMMUNAUTÉS VIVANT AU SEIN ET AUTOUR DES BIENS DU PATRIMOINE MONDIAL

Dans toutes les régions, les communautés vivant au sein et autour des sites du patrimoine mondial ont souffert des effets de la pandémie. 78 % des personnes interrogées ont fait état d'effets néfastes sur les communautés locales, les États arabes présentant le chiffre le plus faible (55 %) et l'Afrique, le plus élevé (89 %). Dans les régions Europe et Amérique du Nord, Asie-Pacifique, et Amérique latine et Caraïbes, ces chiffres s'élevaient respectivement à 76 %, 80 % et 83 %.

D'après la grande majorité des personnes interrogées, le principal impact de la pandémie de COVID-19 sur les communautés vivant au sein et autour des biens du patrimoine mondial était la perte des revenus et des moyens de subsistance en lien avec les sites. La grande partie de ces emplois sont liés aux différents niveaux de la chaîne de valeur du tourisme. Les hôtels, les hébergements, les transports et les activités artisanales, tous générateurs de revenus pour les communautés locales, ont été durement touchés par les divers confinements et les mesures sanitaires. Cette situation a notamment contribué à accroître la pauvreté, du fait de la perte de revenus générée, en particulier pour les personnes travaillant dans le secteur tertiaire associé au tourisme. Étant donné que, dans de nombreuses communautés vivant au sein et autour des biens du patrimoine mondial, la majeure partie des emplois dépendaient principalement du tourisme et des services associés, la diminution globale du nombre de visiteurs a eu des conséquences dévastatrices.

D'après le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), en 2020, à l'échelle mondiale, près de 62 millions de personnes ont perdu leur emploi dans le secteur du tourisme et des voyages. Ces pertes d'emplois sont survenues dans l'ensemble de l'écosystème du secteur, les PME (petites et moyennes entreprises), qui représentent 80 % de toutes les entreprises du secteur, ayant été particulièrement touchées. En outre, l'impact sur les femmes, les jeunes et les minorités a été significatif.

En effet, la viabilité économique de certaines communautés locales, tributaires des visites des biens du patrimoine mondial, inscrits pour la plupart sur la Liste du patrimoine mondial, pourrait être sérieusement remise en doute si la pandémie continue de sévir et en cas de relance particulièrement lente. Dans ces cas, l'intensification des efforts en vue d'une orientation vers le tourisme intérieur peut constituer une solution durable, à la fois pour l'entretien des biens et pour la viabilité des communautés associées. Toutefois, comme nous l'avons indiqué précédemment, sans une réponse adaptée, ni une gestion appropriée, une augmentation soudaine et significative du tourisme intérieur pourrait donner lieu à de nouveaux problèmes pour les sites.

Figure 12 : Existence d'un impact de la pandémie du COVID-19 sur les communautés environnantes

Region	Oui	Non
Afrique	**89%**	**11%**
États arabes	**55%**	**45%**
Asie-Pacifique	**80%**	**20%**
Europe et Amérique du Nord	**76%**	**24%**
Amérique latine et Caraïbes	**83%**	**17%**
Moyenne mondiale	**78%**	**22%**

Sur d'autres sites en revanche, il se peut que le tourisme intérieur ne soit pas une alternative viable. En raison d'intérêts divergents concernant l'aménagement territorial, en particulier dans les zones urbaines, fréquemment soumises à des pressions dues à des empiètements et rénovations, différentes parties prenantes peuvent chercher à tirer avantage de la perte de revenus générés par le tourisme.

Les efforts de plaidoyer de l'UNESCO pourraient là encore réitérer l'importance de la propriété locale et des sites terrestres dans les identités locales et nationales, pour renforcer davantage la résonance de certains sites, au niveau national et communautaire, afin d'améliorer les perspectives de durabilité dans le sillage des effets de la crise de la COVID-19. Parallèlement et inévitablement, plaider également pour le développement et la mise en œuvre de systèmes de gestion tenant compte de l'évolution des pressions existantes sur les sites ou de l'apparition de nouvelles pressions, qui émergeraient de l'évolution des activités et de l'utilisation de certains sites.

CONCLUSIONS

De toute évidence, les effets de la crise sur les biens du patrimoine mondial n'en sont qu'à leurs débuts. Le rapport a mis en évidence l'émergence de quelques tendances et a tenté d'inscrire l'enquête et les points de vue des personnes interrogées dans le contexte général. Il a également établi un parallèle entre les problèmes rencontrés par le patrimoine mondial par le passé et ceux qui sont apparus ou ont été exacerbés par la situation actuelle.

Les mesures prises récemment, comme la distanciation sociale, qui seront probablement toujours en vigueur sur les sites du patrimoine mondial, auront toujours de multiples effets sur les sites concernés : le format des visites et le ressenti des visiteurs, le nombre de personnes autorisé dans un même lieu, le mode de formation et le type d'activités pédagogiques en lien avec les sites, les recherches scientifiques, l'entretien général, les infrastructures, la conservation et le développement durable.

Alors que 87% des répondants ont mentionné que les activités de conservation pourraient se poursuivre pendant la crise, cela pourrait se compliquer dans les mois à venir, après la diminution des fonds massifs de relance et d'urgence (financements et subventions dont des sites du patrimoine mondial, dans certaines régions du monde, ont bénéficié) à l'échelle locale. On peut également s'attendre à ce que les travaux de conservation financés avant la crise s'essoufflent en 2021. 30 % des sites bénéficiant de subventions ont fait état d'une baisse de ces subventions et le financement public de ces sites pourrait subir des pressions budgétaires beaucoup plus importantes à moyen terme, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur la conservation et l'entretien actuels et à venir des sites.

En outre, à moyen terme, la diminution attendue du tourisme international et national, et les réductions potentielles des financements publics et privés des biens du patrimoine mondial, en particulier à l'échelle locale, pourraient exacerber cette tendance négative.

Alors que les revenus ont baissé de 52% et les visiteurs de 66% selon les répondants les subventions ont augmenté dans seulement 14 % des sites. En l'absence de soutien public et de stratégies de relance adaptés, l'effet néfaste sur les sites du patrimoine mondial aura un impact négatif cumulatif sur les communautés vivant au sein et autour des biens du patrimoine mondial en termes d'emplois, de revenus et de bien-être général. Cela se traduira probablement par un accroissement des pressions sur les biens du patrimoine mondial eux-mêmes, en particulier en présence de groupes d'intérêts concurrents et de parties prenantes préconisant des utilisations spécifiques ou « alternatives » de certaines parties ou de l'intégralité des sites concernés.

Les gouvernements nationaux et locaux du monde entier ont pris un certain nombre de mesures destinées à aider les travailleurs à faire face à la pandémie de COVID-19. Cependant, nombre de ces mesures ne sont pas bien adaptées et adaptables aux formes d'emploi atypiques liées aux sites du patrimoine mondial (comme les travaux de conservation dans le cadre d'un projet, le statut de professionnel indépendant, les activités culturelles intermittentes ou ponctuelles et les événements associés à la demande dans le domaine du tourisme), qui ont tendance à être plus précaires et sont en général courants dans le secteur culturel. Ce problème devrait persister au vu des réductions de personnel décrites dans ce document et qui se poursuivront probablement tant que la pandémie continuera de sévir.

Au cours des prochaines années, lorsque les mesures de relance commenceront à s'implanter plus durablement et que l'ampleur des impacts se fera plus visible et plus mesurable, des schémas différents pourraient émerger au niveau de la capacité des différentes catégories de biens à se relever (certains plus vite que d'autres). Par exemple, avec la fermeture des sites situés dans les zones urbaines (et donc des villes, globalement), ainsi que des infrastructures et des activités associées

pour les visiteurs, ce type de bien perd de son attrait, tandis que les biens - naturels et culturels - du patrimoine mondial plus isolés, situés dans des zones rurales, présentent le même intérêt (la même valeur) qu'avant la pandémie de COVID-19 pour les visiteurs (ils revêtent même parfois un plus grand intérêt du fait d'une fréquentation moindre). Pour ces sites, la question de la capacité du tourisme intérieur à générer des revenus susceptibles d'atténuer les effets de la perte globale de recettes et de visiteurs internationaux pour les économies et les communautés locales tributaires de ces revenus n'est toujours pas tranchée. Des projets pilotes dans certaines régions du monde pourraient mettre en lumière les essais réussis de construction d'un modèle plus résilient, par rapport aux modèles précédents qui dépendaient fortement du tourisme international. En outre, la question de la gestion appropriée des visiteurs (nationaux ou internationaux) et de la viabilité des biens du patrimoine mondial concernés revêt toujours la plus haute importante et demeure préoccupante.

Enfin, dans le contexte des seulement 1 121 sites que compte le patrimoine mondial (869 biens culturels, 213 biens naturels et 39 biens mixtes), qui constituent un témoignage et une ressource limités du patrimoine culturel et naturel mondial, les étapes suivantes en vue de la sauvegarde de ce patrimoine devront être entreprises collectivement par les 194 États parties et la communauté internationale dans l'ensemble. De toute évidence, la pandémie de COVID-19 et ses mondiales ont mis de nombreux sites en danger aussi bien à court terme qu'à long terme. Les différents biens du patrimoine mondial connaissent une incroyable diversité d'expériences et de grandes difficultés, notamment, pour nombre d'entre eux, une diminution significative des revenus normalement générés par les visites et une baisse considérable des subventions, ou également une baisse des revenus en l'absence de subventions allouées en temps normal, ainsi que la réduction du personnel chargé de la gestion, de la conservation et de l'entretien des biens pour les générations à venir. Les pertes potentielles d'une partie ou de certaines composantes des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en raison de la pandémie de COVID-19 sont extrêmement préoccupantes pour nous tous.

Cette enquête, ainsi que d'autres études portant sur le secteur culturel, ont montré le vaste impact de la culture sur l'économie, ainsi que le rôle important des sites du patrimoine mondial dans les économies locales. Par ailleurs, il convient de noter que, malgré l'ampleur mondiale de la pandémie, les conséquences à l'échelle planétaire sont loin d'être homogènes. Les effets de la pandémie sur les biens du patrimoine mondial étant très différents, la relance présentera également des schémas différents. UNESCO continuera de promouvoir une relance durable, notamment via les suggestions de mesures suivantes :

- Promotion continue d'une gestion durable et résiliente du patrimoine mondial axée sur la protection de la valeur universelle exceptionnelle de chaque site et mettant en avant ces valeurs auprès des visiteurs.
- Promotion continue d'autres formes de conservation et de programmes de formation sur les sites du patrimoine mondial afin d'accroître la durabilité et la responsabilité locale.
- Incitation des sites à s'éloigner de la dépendance vis-à-vis du tourisme international de masse pour se tourner vers une meilleure gestion du tourisme, le cas échéant.
- Soutien et promotion de l'application de nouveaux protocoles et normes sanitaires de façon à assurer la sécurité des déplacements, tout en diversifiant l'expérience proposée aux touristes.
- Efforts destinés à rétablir la confiance des voyageurs et à stimuler la demande avec de nouveaux labels en lien avec la sécurité et l'hygiène pour le secteur ; mise en place d'applications destinées à informer les visiteurs et mise en œuvre de campagnes de promotion du tourisme intérieur avec le soutien de l'UNESCO.
- Soutien à la préparation de plans complets de relance du tourisme, et promotion de ce processus, de façon à aider les sites à se relever, à encourager l'innovation et l'investissement, et à repenser le secteur touristique.

- Promotion du maintien des subventions sur les sites qui en bénéficient déjà et de la proposition de subventions aux sites qui n'en bénéficient actuellement pas, afin d'atténuer les effets de la crise et d'assurer la durabilité du patrimoine pour les générations à venir.
- Mise en évidence de l'importance d'inclure la culture dans les plans de relance national

BIBLIOGRAPHIE

- Bremnar, Caroline, 2021 (Euromonitor International), « Effects of COVID-19 on European tourism », 2021, disponible à l'adresse http://www.iztzg.hr/files/file/RAZNO/Croatia-Travel-2021_ Caroline-Bremner.pdf Our World in Data (https://ourworldindata.org/grapher/change- visitors-parks-covid), The Oxford Martin Programme on Global Development, 2021
- IUCN WCPA (2021*) PARKS. The International Journal of Protected Areas and Conservation*, Volume 27 (Special Issue), Gland, Switzerland: IUCN
- Rodríguez, Carlos Manual, "Nature and Humanity", in *PARKS. The International Journal of Protected Areas and Conservation*, Volume 27 (Special Issue), Gland, Switzerland: IUCN
- Rössler, M. et L. Eloundou : Réflexion sur la crise. Lieux du patrimoine mondial, musées et interprétation du patrimoine Source : Revue du Patrimoine mondial. Numéro spécial sur l'interprétation et la COVID-19. N° 95, juillet 2020, 22-27. http://whc.unesco.org/en/review/95/ (publications en anglais, français et espagnol).
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, 16 novembre 1972, disponible à l'adresse : https://whc.unesco.org/fr/convention/
- *UN Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO), revised July 2019, Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention, Paris, France, available at: https://whc.unesco.org/en/guidelines*
- Organisation mondiale du tourisme (OMT), 2020, « 2020 aura été la pire année de l'histoire du tourisme avec 1 milliard d'arrivées internationales en moins », disponible à l'adresse : https://whc.unesco.org/fr/convention.
- World Travel and Tourism Organization, 2021 (https://wttc.org/News-Article/Global-TandT-sector-suffered-a-loss-of-almost-US4-trillion-in-2020).
- Wyman, Oliver, « To Recovery and Beyond: The Future of Travel and Tourism in the wake of COVID-19 », World Travel and Tourism Council, septembre 2020 (disponible sur https://wttc. org)

ANNEXE : QUESTIONNAIRE ENVOYÉ AUX SITES DU PATRIMOINE MONDIAL

Introduction

La crise sans précédent qui a découlé de la pandémie de COVID-19 a eu, et continue d'avoir, d'importantes répercussions sur les biens du patrimoine mondial à travers le monde. Parmi celles-ci, la fermeture totale ou partielle des biens du patrimoine mondial a entraîné des impacts socioéconomiques (notamment la perturbation de la vie des communautés dans et autour des biens, la perte des moyens de subsistance et l'aggravation de la pauvreté), une réduction de l'entretien et de la conservation, l'absence de protection et de gestion et une augmentation des menaces, notamment du braconnage et du trafic illicite. L'impact de la crise de COVID-19 sera de longue durée, accentuant certains des défis actuels et créant des défis supplémentaires.

Cette enquête vise à mieux comprendre les changements liés à la COVID-19 qui se sont produits au niveau des biens entre 2019 et 2020, afin d'aider à élaborer une réponse appropriée de l'UNESCO à cette crise exceptionnelle.

Par conséquent, en tant que gestionnaire de site du patrimoine mondial, nous vous demandons de bien vouloir remplir un questionnaire pour chacun des biens dont vous êtes responsable.

Ce questionnaire restera accessible jusqu'au 20 février 2021. Nous comptons sur votre soutien.

Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO

Section A – Informations personnelles

[A1] Prénom

[A2] Nom

[A3] Intitulé du poste*

[A4] Institution / Organisation

Préfère ne pas divulguer d'informations personnelles / Veuillez ne choisir qu'un seule des options suivantes :

Oui / Non

[A5] Pays – Veuillez en choisir seulement un parmi les suivants : (liste)

[A6] Veuillez choisir "votre" bien du patrimoine mondial : (liste déroulante selon l'État partie sélectionné)

Section B - Information sur l'impact de la COVID-19 sur le bien

[B1] Votre bien a-t-il été contraint de fermer en raison de la pandémie de COVID-19 en 2020 ?

Oui / Non

Si oui, cette fermeture était-elle partielle ?

Oui / Non

[merci de préciser]

Si oui, pouvez-vous estimer le nombre de jours de fermeture ? _____ jours

[B2] Quel a été l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la fréquentation du bien en 2020 par rapport à 2019 ?

2019 2020

Nombre de visiteurs

[B3] Le personnel était-t-il toujours en mesure de continuer à travailler à la conservation du bien pendant cette période ?

Oui / Non

[B4] Des membres du personnel permanent ont-ils été licenciés en raison de la pandémie de COVID-19 ?

Oui / Non

Si oui, pourcentage du personnel permanent licencié ?

Moins de 10%

11-20%

21-30%

31-40%

41-50%

51-60%

61-70%

71-80%

81-90%

Plus de 90%

[B5] Des membres du personnel temporaire ont-ils été licenciés en raison de la pandémie de COVID-19 ?

Oui / Non

Si oui, pourcentage du personnel temporaire licencié ?

Moins de 10%

11-20%

21-30%

31-40%

41-50%

51-60%

61-70%

71-80%

81-90%

Plus de 90%

[B6] Existe-il des frais d'entrée applicables à votre bien ?

Oui / Non

Si oui, quel est le montant des frais d'entrée (en dollars EU) : _____

[B7] Quel a été l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les revenus du bien par rapport à 2019 ?

2019 2020

Frais d'entrée (dollars EU)

[B8] Votre bien bénéficie-t-il de subventions locales/régionales/nationales ?

Oui / Non

Si oui, quel est le pourcentage de dépenses du bien couvertes par ces subventions ?

Moins de 10%

11-20%

21-30%

31-40%

41-50%

51-60%

61-70%

71-80%

81-90%

Plus de 90%

Si des subventions sont accordées, est-ce qu'elle couvrent :

Personnel (salaires, etc.)

Travaux de conservation

Développement d'outils de présentation du bien

Autres (préciser)

[B9] La pandémie de COVID-19 a-t-elle eu un impact sur ces subventions ?

Les subventions ont augmenté; Les subventions sont restées stables ; Les subventions ont baissé

Quel a été le pourcentage d'augmentation/diminution de ces subventions ?

Moins de 10%

11-20%

21-30%

31-40%

41-50%

51-60%

61-70%

71-80%

81-90%

Plus de 90%

[B10] La pandémie de COVID-19 a-t-elle entraîné une augmentation des menaces spécifiques pesant sur le bien ?

Oui / Non

Si oui, veuillez préciser

[B11] Has COVID-19 had an impact on communities living in or around the property?

Oui / Non

Si oui, veuillez préciser

Merci d'avoir répondu à ce questionnaire.

Patrimoine mondial

face à la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur l'ensemble des secteurs et des régions, et les plus de 1 000 biens du patrimoine mondial de l'UNESCO dans le monde n'y font pas exception. Pour comprendre l'impact de la COVID-19 sur les biens du patrimoine mondial un an après le début de la pandémie, l'UNESCO a lancé une enquête de grande envergure destinée aux gestionnaires de sites du patrimoine mondial et aux autorités locales.